Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 123 (1978)
Heft: 10

Artikel: Conditions politiques et militaires de la sécurité de l'Europe occidentale
Autor: Miksche, Ferdinand Otto
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344176

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Conditions politiques et militaires de la sécurité de l'Europe occidentale

par Ferdinand Otto Miksche

Situation générale

La présence en Europe de l'Est de forces qui dépassent largement les besoins d'une défense normale, l'édification à grands frais d'une flotte soviétique offensive de haute mer dont les pavillons se déploient désormais sur tous les océans, les efforts que fait l'URSS pour pénétrer dans le tiers monde et y faire prévaloir son influence, voilà les traits qui dessinent et élcairent le vrai visage de la politique de Moscou.

Dans le cadre d'une telle politique, la détente prend une signification bien différente de celle qui lui attribuent la plupart des politiciens occidentaux. Elle ne vise surtout pas le maintien du statu quo. Elle est un concept dynamique, une sorte de processus viral d'infection patiente qui, savamment manipulée, porte en elle de considérables changements. Soyons bien certains que l'Union soviétique n'est pas moins soucieuse que l'Occident d'éviter une confrontation par les armes. Pourquoi d'ailleurs envisagerait-elle d'agresser l'Europe de l'Ouest? Les forces du Pacte de Varsovie n'ont pas besoin de franchir le rideau de fer quant tant d'autres voies restent ouvertes aux maîtres du Kremlin pour atteindre, à moindres risques, leurs objectifs politiques.

«L'art supérieur de la guerre», disait Lénine, «consiste à vaincre l'adversaire sans combat». Cette maxime inspire encore le Kremlin dans l'action qu'il poursuit pour trancher le différend Est-Ouest sans recourir aux moyens militaires, par le seul effet d'une politique souterraine et secrète dont les cheminements indirects usent le moral de l'adversaire et arrachent à l'Occident des abandons successifs propres à le conduire à sa perte.

Les Russes, patients par nature, excellent à ce jeu. Ils savent moduler leurs efforts, appaisant ici les tensions, les suscitant ou les exaspérant ailleurs. Ce n'est point la guerre froide, c'est la «politique chaude» de Moscou qui contraste si évidemment avec la politique de l'Occident. Tandis que celui-ci, prisonnier d'une doctrine de dissuasion qui le can-

tonne dans la passivité, renonce à priori à toute résistance active, Moscou prend appui dans ses entreprises sur un appareil militaire axé sur l'offensive.

Non pas que la mission de ses forces soit de s'engager en Europe dans une véritable attaque contre les armées de l'Alliance atlantique. Il suffit que, par leur aptitude à l'offensive, elles fassent peser sur les pays de l'OTAN leur constante pression. Par là, elles paralysent l'Occident et ainsi, en quelque lieu que s'exerce le dynamisme agressif de la politique soviétique, que ce soit en Europe ou ailleurs, elles lui apportent indirectement leur appui. En d'autres termes, ce qui importe avant tout à Moscou n'est pas de briser par la force la défense atlantique mais de neutraliser en elle préventivement la volonté d'une possible résistance.

L'équilibre réalisé par l'Union soviétique entre les deux piliers de sa puissance militaire — armement atomique et armement conventionnel — est pour elle un atout majeur. En cas de crise grave, les maîtres du Kremlin, forts de la supériorité de leurs forces conventionnelles, auraient beau jeu de proclamer, face à leurs adversaires, leur volonté de renoncer au combat nucléaire sous réserve de réciprocité. Ne placeraient-ils pas alors l'Occident devant la plus dramatique alternative: un saut dans l'apocalypse ou le recul politique? C'est pourquoi une pensée militaire est boiteuse quand elle repose sur des bombes trop puissantes et sur des armées qui ne le sont pas assez.

Nous pourrions dire sous une forme imagée que la stratégie atlantique joue d'un clavier trop restreint, centré sur les notes graves des instruments nucléaires tandis que la stratégie soviétique peut plaquer ses accords sur un clavier des plus étendus, variant ses timbres et mélangeant aux notes les plus graves les notes les plus aiguës. Cette possibilité prend toute sa valeur en une époque où il s'agit, plus que jamais, pour la stratégie politique aussi bien que militaire, d'harmoniser dans l'espace et le temps, l'action de ses forces et de ses moyens. N'est-ce pas un espace immense, un champ d'action en perpétuel bouleversement qui s'ouvrent de nos jours à la politique chaude de Moscou? Celle-ci est déjà un facteur dominant de la politique mondiale. D'innombrables possibilités s'offrent à elle d'agir par mesures successives, limitées, sans jamais justifier une réaction de l'Occident, une réaction qui, malheureusement, ne saurait être que nucléaire.

La politique de détente

Le monde occidental étant ainsi réduit à l'impuissance militaire, il serait surprenant que l'Union soviétique désirât consentir de substantielles concessions propres à faciliter un règlement définitif du différend Est-Ouest. Son idéologie suffirait d'ailleurs à l'en dissuader car il est bien connu qu'un marxiste-léniniste ne saurait pratiquer, quoi qu'il fasse, qu'une «politique de paix». Dès lors, dans les vues du Kremlin, la lutte pour la paix s'identifie à sa politique. Il taxe de belliciste toute action étrangère qui contrarie ses propres intérêts. Ce qui sert l'impérialisme moscovite — ses livraisons d'armes à des «mouvements de libération» ou l'acquisition à son profit de bases maritimes ou aériennes — est mesure à favoriser la paix. A l'envers, tout ce qui le gêne — l'Alliance atlantique, la présence militaire américaine en Europe ou dans les Açores par exemple — est préjudiciable à celle-ci.

Moscou n'est intéressé à la détente que dans la mesure où elle lui vaut certains avantages. La superpuissance soviétique ne se contente pas d'enregistrer avec satisfaction, là où elles se produisent, les évolutions qui lui sont favorables, elle est présente et agissante partout où se préparent des bouleversements politiques pouvant faire naître, en sa faveur, de nouveaux rapports de dépendance. Chaque pas qu'elle fait pour étendre son influence sert, par un pernicieux enchaînement, de préalable à de nouvelles actions. Toutes ces réflexions nous conduisent à penser que la politique de détente ne repose pas sur des bases bien solides. La question urgente que nous devrions nous poser est de savoir, en dernière analyse, qui va conduire qui à la «détente». Certes, l'Union soviétique est également aux prises avec de sérieuses difficultés, mais n'est-ce pas dans le camp occidental que la désagrégation est la plus marquée?

Malgré certains de ses échecs, la politique étrangère de Moscou est conduite avec logique, tandis que les réactions que l'Occident lui oppose sont généralement confuses, tardives et timorées. De plus, la politique de détente n'a-t-elle pas pour effet de susciter des illusions dans l'esprit des peuples européens et d'affaiblir leur volonté d'union? Enfin, ne prépare-t-elle pas, en Occident, de nouveaux clivages, facilitant le jeu d'une politique soviétique qui connaît l'art de diviser pour régner?

L'Alliance atlantique et l'Europe

L'affaiblissement politique du monde occidental est largement imputable à la guerre du Vietnam. Cette guerre de trente années dont Moscou a été le principal bénéficiaire a dressé les «forces progressistes» du monde entier contre l'«impérialisme américain». Elle a détourné l'attention des Etats-Unis du théâtre européen, et ainsi facilité la pénétration soviétique dans le bassin méditerranéen, dans le Moyen-Orient et le tiers monde. Depuis les années soixante-dix, ce n'est plus Washington mais Moscou qui tient le premier rôle dans le concert politique mondial. Et que dire de la position occupée désormais par l'Europe? La Grande-Bretagne et l'Italie se débattent dans des crises économiques majeures. La France poursuit une «politique de souveraineté» qui, dans sa volonté d'indépendance, sous-estime les obstacles que dressent devant elle les évolutions en cours. Personne ne peut dire ce qu'il adviendra finalement du Portugal et dans quelles voies s'engagera l'Espagne, dont l'importance stratégique est si grande. Quant à la République fédérale allemande, dont l'Ostpolitik a connu tant d'échecs, ne doit-elle pas aussi faire face à des difficultés intérieures croissantes?

Alors que les pays occidentaux paraissent incapables d'améliorer leur position stratégique face aux puissances du Pacte de Varsovie, nous risquons de voir à brève échéance se développer dans les Balkans une politique soviétique offensive. Pour les forces navales que l'URSS engage en Méditerranée, l'acquisition de bases directement accessibles par voie terrestre devient une urgente nécessité. De telles possibilités existent en Yougoslavie, le long de la côte adriatique ou bien encore en Grèce. Les ports yougoslaves les plus importants, Fiume et Pola, sont à 200 kilomètres à peine de la frontière hongroise. Des routes et des voies ferrées les relient au bassin du Danube. Depuis quelques années, Catarro lui-même est accessible par rail. La mainmise sur ces bases procurerait à la puissance navale soviétique une solide implantation sur la côte nord de la Méditerranée, offrirait des possibilités d'entretien à ses navires de guerre ainsi que des facilités d'embarquement de troupes et de matériels. Quels sentiments et quelles réactions susciterait en Italie l'installation en Adriatique d'une présence navale soviétique? Ne peut-on craindre que l'Italie prenne tôt ou tard sur l'échiquier de la

politique européenne la place qu'occupe actuellement la Yougoslavie et que la nouvelle Espagne devienne l'Italie d'aujourd'hui?

Plus à l'est, la Grèce est, elle aussi, un objectif géostratégique de choix pour la politique de l'URSS et il serait étonnant que Moscou s'abstienne de prêter son soutien aux «mouvements vraiment démocratiques et progressistes» d'Athènes. Ainsi, seraient assurés l'isolement de la Turquie, la suppression du verrou des Dardanelles, l'accès de l'escadre soviétique aux bases de Patras, d'Athènes et de la Crète. En outre, la stratégie navale de l'URSS en Méditerranée se renforcerait d'une couverture aérienne assurée à partir de la péninsule balkanique. Les forces aériennes soviétiques étendraient leur rayon d'action à l'ouest jusqu'à Gibraltar, au Sud-Est sur l'Egypte, le Haut Nil, la mer Rouge. L'Afrique noire elle-même pourrait être atteinte par pont aérien moyennant relais sur certaines bases telles que Wheelus Airfield en Libye que les Américains ont si étourdiment évacuée en 1972.

Il va de soi que les Soviétiques s'efforceraient, dans les Balkans comme ailleurs, d'éviter une intervention militaire ouverte. Ils agiraient par actions subversives et acteurs interposés. Pour cette «politique chaude», les possibilités ne manquent pas, qu'il s'agisse d'utiliser en Macédoine les ambitions nationales rivales des Serbes, des Bulgares, des Grecs, des Albanais, ou bien de raviver l'antagonisme traditionnel qui oppose les Croates et les Serbes.

Que pourrait faire l'Occident si une guerre civile «à l'espagnole» s'allumait en Yougoslavie, un pays ne faisant pas partie de l'OTAN, et si Moscou y mettait la main dans l'intention manifeste de s'implanter sur la côte adriatique? Ou bien, que ferait l'OTAN si un jour la flotte soviétique, à la faveur de désordres créés par quelques agitateurs soudoyés, tentait de prendre pied sur Chypre? Accepterait-elle le risque d'une guerre nucléaire pour Fiume, Pola, Patras, la Crète ou Nicosie? Ces questions appellent selon nous une seule réponse: l'Alliance atlantique ne dispose ni des structures politiques, ni de l'appareil stratégique qui lui seraient nécessaires pour contrebattre efficacement dans l'espace méditerranéen, dans l'Orient du pétrole, dans l'immense réservoir africain de matières premières, la politique offensive de l'impérialisme slave et soviétique étayé par ses formidables forces militaires. Comment, dès lors, l'OTAN serait-elle capable de protéger efficacement les intérêts vitaux du monde occidental?

Décision dans les tiers monde

Le Pacte atlantique a été créé en 1949 afin de contenir l'expansion soviétique. Qui prétendrait que cet objectif a été atteint alors que, précisément, depuis la naissance de cette alliance, Moscou a réussi à acquérir, dans tous les continents et sur toutes les mers, une influence qui dépasse infiniment celle dont pouvaient rêver les plus impérialistes des tsars? C'était donc une erreur de vouloir considérer l'antagonisme Est-Ouest en Europe comme le point central de l'évolution mondiale. Tout semble indiquer au contraire que les dernières décennies de notre siècle seront marquées par des luttes et des compétitions d'influence dans le «no man's land» des espaces décolonisés. Tandis que dans notre Europe déchirée, la détente fait seulement régner un fragile *modus vivendi*, la guerre froide entre l'Est et l'Ouest se poursuit, inchangée, sur les autres continents. Cette évolution ne nous paraît pas imposée seulement par quelque supériorité de la diplomatie soviétique, la solidité de sa pensée, l'habilité de ses manœuvres. Elle est due bien plus encore à l'incapacité des puissances occidentales d'accorder leurs intérêts, leurs objectifs et leurs actions. Bien des choses auraient été différentes si au lieu de rivaliser dans la poursuite égoïste et à courte vue de quelques menus avantages, elles avaient agi ensemble et de façon solidaire.

Certes, l'homme blanc ne pouvait pas conserver partout et toujours son hégémonie. Cependant, n'a-t-il pas agi à la légère en abandonnant, et souvent sans y être contraint, le contrôle de positions économiques et stratégiques d'importance vitale? En mettant soudainement au monde de nombreux Etats dépourvus de toute maturité politique et économiquement non viables, la décolonisation a créé plus de sources de conflit qu'elle n'a résolu d'antagonismes. Elle a entraîné la détérioration rapide de l'influence occidentale dans le monde.

En dépit de quelques revers que sa politique a subis dans le Moyen-Orient ou en Somalie, Moscou continue à exploiter très classiquement, par sa stratégie d'infiltration, la situation chaotique créée dans le tiers monde par la décolonisation. Les feux d'artifice de l'indépendance octroyée, loin de mettre fin dans les régions «libérées» aux tensions révolutionnaires, les ont au contraire débridées. Les rivalités de tribus et de races, le népotisme, la corruption des nouveaux maîtres menacent

de détruire ce que le colonialisme avait édifié. D'autres bouleversements dramatiques se préparent: les luttes engagées pour la possession de sources d'énergie de plus en plus rares, les querelles pour une nouvelle répartition du revenu mondial, les famines provoquées par l'explosion démographique ainsi que l'inévitable prolifération des armes nucléaires occuperont, avant la fin pourtant prochaine du 20e siècle, la grande scène de la politique mondiale. Ce ne sont pas les conseils de la sagesse, ce sont plutôt les passions délirantes qui guideront l'humanité.

L'expédition franco-britannique de Suez, en 1956, était, si elle avait réussi, la dernière chance de canaliser l'évolution du tiers monde et surtout de l'Afrique dans une voie favorable à l'Occident. En contraignant Paris et Londres au repli de leur corps expéditionnaire, les Etats-Unis ont commis l'une de leurs plus catastrophiques bévues. Depuis ce dramatique sabordage, le prestige occidental est tombé dans les oubliettes de l'Histoire. Le tiers monde a échappé à tout contrôle. Les centres de gravité de la politique mondiale se sont déplacés vers l'Asie et l'Afrique, là où se déterminera, dans l'obscurité d'un avenir plus ou moins lointain, le destin des deux tiers de l'humanité et en conséquence le nôtre.

Moscou paraît avoir une meilleure vision de l'évolution actuelle. Prévoyant les menaces que l'ascension spectaculaire de la Chine fera un jour peser sur ses terres sibériennes, elle tente, dans sa politique envers l'Occident, en exploitant au mieux l'euphorie de la détente, d'établir définitivement sa prédominance en Europe et d'assurer ainsi à l'ouest la sécurité de ses arrières avant que n'interviennent les inévitables redistributions de cartes du grand jeu de poker qui se prépare en Asie.

Inclure «pacifiquement» dans sa zone d'influence toute l'Europe occidentale, s'assurer l'utilisation de son potentiel économique en cas de conflit éclatant en Extrême-Orient avant la fin du siècle, tels sont les deux objectifs essentiels de la politique soviétique. Les atteindre est aussi vital pour l'URSS que le serait pour l'Occident un plus grand rapprochement avec la Chine, incitant les maîtres du Kremlin à reporter en partie vers l'Est la pression paralysante que leurs forces exercent sur le rideau de fer. Dans ce jeu où les alliances s'efforcent d'équilibrer dans la balance mondiale les poids respectifs des nations, Washington a peut-être eu tort de s'engager dans la politique de détente avant

d'avoir reconstruit les éléments de sa puissance et de son prestige affaiblis par la guerre du Vietnam.

L'avenir de l'Alliance atlantique

On ne peut porter de jugement sur la sécurité européenne sans garder en arrière-plan l'image du monde que nous venons d'esquisser. C'est une simplification absurde que de voir cette sécurité menacée seulement par une agression soviétique précipitant vers l'Ouest, entre la Baltique et les Alpes, les forces du Pacte de Varsovie. Cette vision naïve est à l'origine des erreurs politiques aussi bien que stratégiques qui affectent les comportements au sein de l'alliance occidentale. En dépit de tout effort de détente et malgré toutes les conférences que l'on se plaira à tenir sur la sécurité et sur la coopération avec Moscou, l'Europe restera exposée à deux dangers :

— d'une part, la pression militaire frontale de l'impérialisme soviétique sur sa frontière de l'Est,

— d'autre part, la politique d'encerclement développée par Moscou sur les deux flancs de l'OTAN et, hors d'Europe, dans le tiers monde, particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique.

Les deux menaces sont en corrélation étroite : la première retient les puissances occidentales, par crainte de complications majeures, d'intervenir hors de la zone couverte par leur alliance. La seconde permet à Moscou de poursuivre partout ailleurs ses entreprises tendant à isoler l'Occident, à le couper de ses zones d'influence et de ses sources d'approvisionnement en pétrole et matières premières. Ainsi, le vrai problème de l'Alliance atlantique est de savoir quels moyens et quelle stratégie opposer à l'impérialisme moscoutaire dans l'hypothèse où celui-ci pousserait ses offensives politiques et ses manœuvres subversives jusqu'au point où, par une série d'abandons, l'Europe occidentale risquerait de tomber sans guerre dans sa zone d'influence.

Etant donné son organisation politique et sa structure militaire actuelle, l'Alliance atlantique a peu de moyens de résister à la stratégie indirecte de Moscou. Elle est aussi mal adaptée aux conditions réelles de la lutte qu'un vaccin antivariolique le serait contre le choléra. Quels sont donc les changements d'attitude et de doctrine qui s'imposent à elle ? La survie de l'Europe de l'Ouest présuppose :

1. Un concept stratégique global et, de là, un comportement solidaire du monde atlantique. Car ce qu'il faut défendre par une politique appuyée s'il le faut par des moyens militaires, ce ne sont pas seulement des lignes de défense entre la Baltique et les Alpes. Ce sont des positions stratégiques et économiques dont la plupart se situent hors de la zone d'application actuelle du Traité de l'Atlantique Nord. En un temps où se développe une lutte à l'échelle planétaire, limiter géographiquement la solidarité entre alliés invite évidemment nos adversaires à porter les points d'application de leurs offensives politiques vers les régions situées hors des espaces couverts par l'alliance occidentale.

2. Une profonde révision de la doctrine de dissuasion, étroitement liée à la stratégie nucléaire. Dans un monde en perpétuel bouleversement, cette doctrine porte en elle le renoncement à un comportement actif, la perte de l'initiative sans laquelle il ne peut y avoir aucune politique mobile et donc aucune espérance de succès. Le caractère purement défensif de l'Alliance atlantique lui ôte la plus grande part de sa valeur dissuasive. En fin de compte, ce n'est pas nous qui dissuadons Moscou de nous attaquer, c'est Moscou qui nous décourage d'agir. La subversion se nourrit de notre inaction qui prend racine dans notre peur d'accroître la tension. L'évolution politique dont le tiers monde a été le théâtre au cours des dernières années montre comment Moscou sait s'y prendre pour contourner sans grand risque la «ligne Maginot atomique» de l'Occident.

3. L'adoption d'une stratégie plus nuancée affranchie de la rigidité que lui donne son caractère trop exclusivement nucléaire. N'est-ce pas le fameux «parapluie nucléaire» sous lequel nous nous blottissons qui prive notre politique de la mobilité? Avec les armes atomiques on ne peut ni faire la guerre, ni garantir la paix. En misant trop sur elles, on ouvre tout simplement la voie à l'évolution chaotique du monde. La force purement destructive de l'atome ne pourra jamais se confondre avec l'ensemble infiniment plus complexe de moyens sur lequel doit se fonder une véritable puissance militaire.

Une guerre atomique ne serait plus un affrontement militaire, mais simplement un duel technique insensé, une conflagration que l'Occident, en raison de sa structure plus vulnérable et des nerfs plus fragiles de ses peuples, aurait plus à craindre que l'Est. Défendre atomiquement l'Europe équivaudrait à faire disparaître ce que nous voulons

sauvegarder. Une telle stratégie n'apporterait pas la moindre contribution à la solution des problèmes politiques, cause d'un conflit éventuel. Vraiment, la dissuasion atomique telle que certains nous l'ont décrite manque de réalisme. La politique et sa suivante, la guerre, sont toujours une lutte pour certains intérêts et non pas un suicide collectif.

Alors qu'il existe une limite claire et précise entre la guerre conventionnelle et la guerre atomique, prétendre qu'en graduant l'emploi des charges nucléaires de différentes puissances, on pourra contrôler l'ascension vers l'apocalypse nucléaire, nous paraît aussi vain que de discuter des moindres dangers qu'il y a à sauter des fenêtres d'une maison en flammes selon que l'on se trouve au 8e ou au 4e étage. Dans tous les cas, la décision de franchir le seuil nucléaire serait une décision fatale, qui entraînerait inévitablement un changement total du caractère de la guerre.

Ni la réalisation de charges atomiques de plus en plus réduites, les «mini-nukes», ni l'invention de bombes à neutrons ne changent rien à cela car leur emploi serait pour l'adversaire le signal ouvrant la voie au combat nucléaire. Surtout sur un théâtre d'opérations européen, caractérisé par des nombreux centres urbains dont l'importance est évidente, il est difficilement imaginable qu'il soit possible de distinguer dans l'ardeur de la bataille entre des objectifs «tactiques» et «stratégiques». N'appartient-il pas à l'essence même de la guerre d'engager dans des situations critiques des moyens toujours plus puissants? Prendre une telle décision sur le théâtre d'Europe centrale sera pour un agresseur d'autant plus facile qu'il se trouvera dès le premier jour des opérations en pays ennemi.

Il en résulte que la doctrine dite de la «triade», élaborée par l'OTAN nous paraît aussi fragilement fondée que celle de la dissuasion. On sait que cette doctrine envisage une résistance soutenue aussi longtemps que possible par les seules forces conventionnelles, puis, dans une deuxième phase, le recours aux armes atomiques dites tactiques et, en dernier lieu seulement, l'engagement des armes nucléaires stratégiques. C'est oublier que la guerre atomique est une et indivisible et qu'il n'y a, en l'espèce, que deux types de combat et non pas trois: le combat conventionnel ou le combat atomique. Affirmer le contraire relève davantage du domaine de la foi que de celui de la froide logique.

Ainsi, les armes nucléaires du 20e siècle ont le paradoxal destin d'être à la fois indispensables et inutiles. Indispensables parce que ni l'Ouest ni l'Est ne pourrait se maintenir sans en être doté. Inutiles parce que la seule fonction que puissent leur donner des puissances nucléaires qui s'affrontent est de s'imposer réciproquement le non-recours à leur emploi. La physique nous enseigne que dans un système où deux énergies se neutralisent réciproquement, comme c'est le cas dans l'équilibre atomique, d'autres forces prennent alors de l'importance politique, c'est-à-dire les armées conventionnelles. L'argument généralement répandu selon lequel dans l'époque des armes atomiques le nombre de divisions aurait cessé de peser dans la balance du jeu diplomatique est faux. Car s'il en était ainsi, pourquoi l'Occident craint-il les 21 000 chars dont disposent les puissances de l'Est?

4. Le remplacement de la stratégie rigide de la dissuasion atomique par une stratégie adéquate capable de soutenir par une politique flexible la défense de nos intérêts dans le monde. Il faut en finir avec ce mariage de la dissuasion et de la passivité qui en résulte. Le problème est moins de savoir comment conduire, au beau milieu de l'Europe, une bataille qui serait fatale à tous — armes atomiques ou armes conventionnelles? défense mobile ou statique? — mais plutôt de mettre sur pied un système stratégique politiquement valable et capable de sauvegarder les intérêts de l'Occident dans les différentes crises imaginables. Toutes les dissertations sur l'emploi qui serait fait de ces remarquables réalisations techniques que sont les mini-nukes, les bombes à neutrons, les missiles de croisière ne doivent pas nous faire oublier que la stratégie la plus efficace se fait avec des moyens non nucléaires.

Conclusions

Un système militaire tel que celui dont dispose l'Alliance atlantique ne peut avoir une valeur dissuasive s'il ne repose que sur la menace d'un recours aux armes nucléaires. Pour échapper à la rigidité politique de sa stratégie actuelle l'Europe occidentale devrait être couverte par une bouclier de forces conventionnelles capables de contenir, sans même avoir recours à l'armement nucléaire tactique, la pression des armées du Pacte de Varsovie. Les règles du jeu politique changeraient alors car, si les pays de l'Est ont pu jusqu'à ce jour, non sans raison, être sceptiques devant la menace peu crédible de voir le monde atlan-

tique risquer une guerre atomique pour répondre aux agissements menés contre lui, soit dans l'Orient arabe, riche en pétrole, ou dans des pays du tiers monde, fournisseurs des matières premières indispensables, ils seraient contraints de prendre plus au sérieux la volonté de résistance des pays occidentaux.

Les forces terrestres des pays intéressés directement à la sécurité de l'Europe occidentale, c'est-à-dire la R.F.A., la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, la France, le Danemark et la Grande-Bretagne, comptent, sans les troupes américaines stationnées en République fédérale allemande, un effectif total de 1 004 000 hommes, qui forment environ 21 divisions de combat souvent incomplètes. Ces chiffres correspondent à une tranche divisionnaire de 47 800 hommes qui résulte du fait que les armées nationales doivent entretenir leurs propres états-majors et services.

Dans un système intégré, la tranche divisionnaire serait susceptible, grâce à une réforme adéquate des structures, d'être abaissée à 22 000 hommes. Avec les effectifs actifs actuels, il serait possible de mettre sur pied environ 45 divisions, donc plus du double du chiffre présent, dont 30 opérationnelles, alors que les 15 restantes constitueraient les noyaux actifs de 30 autres divisions de réserve*. Une intégration des productions d'armements ne faciliterait pas seulement l'équipement et l'entretien des formations atlantiques aux dotations actuellement si hétérogènes, mais elle rendrait moins onéreuse la fourniture des matériels et le soutien logistique. Ainsi deviendrait possible la mise sur pied des 60 divisions en cause. Un tel effort est certainement à la portée d'une population de 202 millions de citoyens d'une Europe de l'Ouest largement industrialisée afin de défendre leurs intérêts face aux 267 millions de Soviétiques sans être obligée de s'appuyer sur l'aide des 217 millions d'Américains.

Pour assurer la sécurité du monde atlantique dans l'avenir qui s'annonce comme une époque de luttes tumultueuses entre civilisations, idéologies, races et continents, des réformes profondes de la politique et de la stratégie occidentales sont devenues indispensables. Sans elles,

* Notons à titre d'exemple que dans l'armée de l'Allemagne de l'Est la tranche divisionnaire est de 17 500. Les 105 000 hommes de l'armée de terre forment six divisions de combat moderne dont chacune compte un nombre de chars comparable à celui des divisions de l'OTAN.

l'abaissement progressif de l'Europe occidentale avant la fin du siècle semblerait inévitable. La poursuite des orientations antérieures, le maintien de l'organisation militaire dans ses formes actuelles ou le simple recours à des modifications de structures ne répondent plus à l'aggravation constante de la situation mondiale. Certes, les conditions psychologiques et politiques qui règnent dans les pays du monde occidental se prêtent mal à la réalisation des changements suggérés dans cette étude. Et pourtant, il n'était peut-être pas inutile de réfléchir à ce qui devrait être fait, même si ce n'est jamais fait.

F-O. M